

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Mike Jocktane et Thérance Gnembou Moutsona : "À chaque fois que le pays aura besoin de nous, nous répondrons présents"

LE 5 septembre 2023, ces deux compatriotes, leaders de partis politiques de l'opposition et candidats déclarés à la présidentielle – avant leur désistement au profit du candidat d'Alternance 2023, le Pr Albert Ondo Ossa –, avaient été interpellés avec des documents pour le moins compromettants à la frontière entre le Gabon et la Guinée équatoriale et placés sous mandat de dépôt à la prison centrale d'Oyem. Après 40 jours de "détention", ils bénéficient d'une liberté provisoire depuis le 13 octobre dernier. Dans cet entretien, ils arrondissent les angles et se disent prêts à se mettre au service du pays. Lecture.

Propos recueillis par Christian G. KOUIGA
Libreville/Gabon

L'union : Interpellés et placés sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Oyem, il y a un peu plus d'un mois, vous voilà libres provisoirement. Quels sentiments vous animent en cet instant ?

Jocktane-Gnembou : Notre premier sentiment ce sont des remerciements. En effet, nous sommes pleins de gratitude envers Dieu, et envers toutes les personnes qui nous ont témoigné un élan de sympathie, et qui se sont mobilisées en notre faveur. Ces soutiens, si nombreux, nous

ont permis de supporter cette difficile épreuve. Aujourd'hui, nos regards sont tournés vers l'avenir.

Vous étiez bien partis pour figurer parmi ceux qu'on voyait bien émerger dans le contexte politique nouveau du pays. Emettez-vous quelques regrets ?

- L'objectif n'était pas de se mettre soi-même en avant. Nous avons accepté, lors des dernières élections, de nous rallier derrière un seul candidat et de taire les ego, parce que nous pensions d'abord à l'intérêt général du Gabon. Notre souci est de vouloir servir notre pays. Nos situations personnelles ne sont pas prioritaires.

Dans ce renouveau politique, le Gabon a besoin de tous ses enfants, chacun selon son expertise, pour concevoir des textes fiables et solides : Constitution, Code électoral, Code de la nationalité, etc. Etes-vous prêts à vous inscrire et à suivre cette dynamique ?

- Nous avons toujours exprimé notre disponibilité et avons démontré notre capacité à nous soustraire quand l'avenir du Gabon en dépendait. Et chaque fois que le pays aura besoin de nous, nous répondrons toujours présent. Lors de ces 40 jours



Mike Jocktane et Thérance Gnembou.

de détention nous avons été accompagnés de nos prières et analyses, la Transition conduite par le Comité pour la

transition et la restauration des institutions (CTRI) avec à sa tête, Son Excellence Brice Clotaire Oligui Nguema, président de la Transition, chef de l'État.

Diplomatie : certains passeports diplomatiques et de services annulés

YFI
Libreville/Gabon

Le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) poursuit son nettoyage à grandes eaux du pays. D'où la récente décision de Régis Onanga Ndiaye, ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Intégration régionale et des Gabonais de l'étranger. Le membre du gouvernement de Transition invite les détenteurs des passeports diplomatiques et de service non reconduits par les nouveaux dirigeants ainsi que leurs ayants droit (excepté les agents du ministère des Affaires étrangères) à restituer lesdits documents de voyage au



ministère des Affaires étrangères. Une décision qui, selon l'actuel chef de la diplomatie gabonaise, est à mettre à l'actif de la logique de "dissolution des institutions", opérée par le CTRI, le 30 août dernier. Non sans clamer qu'il s'appuie sur le décret fixant le régime de délivrance, de prorogation et de renouvellement des passeports diplomatiques et de service en République gabonaise.

Dialogue national : une plate-forme numérique pour accueillir les contributions

A.M.
Libreville/Gabon

L y a quelques jours de cela, le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, invitait les Gabonaises et les Gabonais désireux de prendre part au Dialogue national à venir livrer leur diagnostic de la situation générale ou sectorielle du pays ainsi que leur esquisse de solution sous la forme d'une contribution aux problématiques que les uns et les autres seront amenés à soulever.

Dans cette perspective une plate-forme numérique dénommée "Mbova" a été mise en ligne pour faciliter et surtout recevoir les contributions des uns et des autres. Créée par l'Agence nationale des infrastructures numériques (Aninf) à la demande du ministère de la Réforme des institutions, cette solution informatique permettra à la population de s'exprimer facilement sur les thématiques de leur choix. Cette plateforme numérique,



Les membres du gouvernement de la Transition ont pris connaissance de la plate-forme numérique conçue pour recevoir les contributions des Gabonaises et des Gabonais dans le cadre du dialogue national.

dont le but est de recueillir les contributions des citoyens qui n'auront pas à faire le déplacement vers le ministère de la Réforme des institutions pour déposer leurs contributions au dialogue, a été dernièrement présentée aux membres du gouvernement par la ministre Murielle Minkoue Mintsa.

À l'en croire, cette application est davantage dédiée aux Gabonais de la diaspora et ceux de l'intérieur du pays qui n'auront pas la possibilité de faire le déplacement sur Libreville pour se rendre au ministère concerné. Selon elle, "Mbova", qui signifie

dialoguer en langue Apindji, est assez facile d'utilisation. Rappelons à toutes fins utiles que l'appel à contributions en vue de la préparation du Dialogue national a été lancé le 2 octobre dernier par le Premier ministre, Raymond Ndong Sima. Les personnes désireuses d'apporter leurs contributions sur les questions politiques, économiques et sociales susceptibles de contribuer à la restauration des institutions ont jusqu'au 30 novembre prochain pour déposer la trame de leurs réflexions en vue de la construction d'un nouvel ordre national.